

RCS : NANTES
Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 02571
Numéro SIREN : 814 633 046
Nom ou dénomination : PARC EOLIEN DE LA COUTANCIERE

Ce dépôt a été enregistré le 07/11/2019 sous le numéro de dépôt 16361

PARC EOLIEN DE LA COUTANCIERE
Société par actions simplifiée au capital de 100 €
Siège social : 10 boulevard Emile Gabory, Immeuble « Le Cambridge », 44200 Nantes
814 633 046 RCS Nantes

(la « Société »)

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT
DU 5 JUIN 2019**

Monsieur Roland Stanze, agissant en qualité de Président de la Société, appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- ✓ *Arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;*
- ✓ *Proposition d'affectation du résultat de l'exercice ;*
- ✓ *Examen des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;*
- ✓ *Point sur les mandats du Président et du Directeur Général ;*
- ✓ *Point sur les mandats des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant ;*
- ✓ *Adoption du rapport du texte des projets de décisions ;*
- ✓ *Convocation de l'associée unique ; fixation de l'ordre du jour ;*
- ✓ *Transfert du siège social de la Société ;*
- ✓ *Modification corrélative de l'article 4 des statuts de la Société ;*
- ✓ *Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales.*

a pris les décisions rapportées ci-après, en application des Statuts de la Société :

1. Arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Monsieur le Président arrête les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, lesdits comptes faisant apparaître une perte de -6.440 €, qu'il propose d'affecter en totalité au débit du compte « Report à Nouveau », lequel serait ainsi porté de -16.743 € à -23.183 €.

Les capitaux propres de la Société sont négatifs de -23.084 € contre -16.643 € en 2017.

2. Examen des conventions visées aux articles L. 227-10 du Code de commerce

Le Président mentionne qu'il n'a été conclu aucune convention nouvelle relevant des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, et que les conventions conclues antérieurement se sont poursuivies au titre de cet exercice.

3. Point sur les mandats du Président et du Directeur Général

Monsieur le Président indique qu'il a été nommé en qualité de Président dans les statuts de constitution de la société pour une durée indéterminée. Il n'y a donc pas lieu de renouveler ledit mandat.

Le 2 septembre 2016, l'associé unique a nommé Monsieur Serge Galaup en qualité de Directeur Général pour une durée illimitée. Il n'y a donc pas lieu de renouveler son mandat.

4. Point sur les mandats des Commissaires aux comptes

Monsieur le Président rappelle que la société COFFRA - Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande, commissaire aux comptes titulaire, et la société 3S, commissaire aux comptes suppléant, ont été nommés dans les statuts de constitution pour une durée de six exercices sociaux, soit jusqu'à l'issue des décisions de l'associée unique appelée en 2022 à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31.12.2021. Il n'y a donc pas lieu de les renouveler en 2019.

5. Texte du projet des résolutions

Monsieur le Président arrête ensuite le texte des décisions à soumettre au vote de l'associée unique.

6. Communications à l'associée unique

Monsieur le Président décide de prendre toutes mesures utiles en vue de permettre à l'associée unique d'exercer son droit de communication des documents et renseignements relatifs aux prochaines décisions à prendre sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

7. Convocation de l'associée unique et fixation de l'ordre du jour

Monsieur le Président décide d'inviter l'associée unique le 28 juin 2019 à 14 heures, à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;*
- *Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;*
- *Affectation du résultat de l'exercice ;*
- *Conventions visées à l'article L. 227-10 du code de commerce ;*
- *Pouvoirs en vue des formalités légales.*

8. Transfert du siège social de la Société

Le Président, en application de l'article 4 des statuts de la Société, décide de transférer le siège social de la Société du 10 boulevard Emile Gabory, Immeuble « Le Cambridge », 44200 Nantes au **10, rue Charles Brunellière – Immeuble « Le Sanitat », 44100, Nantes**, avec effet à compter de ce jour.

Aucune activité ne sera conservée à l'ancien siège.

9. Modification Corrélatrice de l'article 4 des statuts de la Société.

En conséquence de la décision qui précède, le Président décide de modifier, ainsi qu'il suit l'article 4 des statuts de la Société :

« Article 4. Siège social »

Le siège social de la Société est fixé au : 10, rue Charles Brunellière – Immeuble « Le Sanitat », 44100 Nantes »

Le reste de l'article demeure inchangé.

10. Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.



Le Président
M. Roland Stanze

PARC EOLIEN DE LA COUTANCIERE

Société par actions simplifiée au capital de 100 euros

Siège social : 10, rue Charles Brunellière, Immeuble « Le Sanitat », 44100 Nantes

814 633 046 RCS Nantes

STATUTS

à jour des décisions du Président du 5 juin 2019



**« Copie certifiée conforme à l'original »
par le Président
M. Roland Stanze**

STATUTS

LA SOUSSIGNEE :

- La Société **WKN AG**
société anonyme de droit allemand (Aktiengesellschaft)
au capital de six millions (30 000 000) d'Euros
ayant son siège social Otto-Hahn-Strasse 12-16, 25813 HUSUM (Allemagne)
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de HUSUM sous le numéro
HRB 1483,

Monsieur Jürgen Dambrowski, agissant en qualité de membre du directoire (Vorstand)
et par Monsieur Rüdiger Deska (Vice President Group Accounting), dûment habilités
à l'effet des présentes en vertu des statuts de ladite société,

**A ETABLI AINSI QU'IL SUIV LES STATUTS
D'UNE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée (ci-après la «**Société**»), régie par les dispositions légales et règlements applicables et par celles découlant des présents statuts.

La Société comportera indifféremment un ou plusieurs associés.

Lorsque la Société ne comportera qu'un seul associé, celui-ci sera dénommé « associé unique ». L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, les termes « collectivité des associés » et « associés » désignant indifféremment l'associé unique ou les associés.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement, en collaboration, en partenariat, à travers ou pour le compte d'autres sociétés :

- Toutes activités se rapportant au développement, à la construction et à l'exploitation d'un parc éolien ;
- La prise de participations financières minoritaires ou majoritaires dans des entreprises françaises ou étrangères ;
- La réalisation d'opérations de placement en valeurs mobilières ;
- La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, agricoles, mobilières et immobilières, financières y compris tous cautionnements et toutes garanties, tous prêts et toutes opérations de trésorerie et notamment celles prévues par l'article 511-7 du Code Monétaire et Financier, qui se rattachent directement ou indirectement aux activités décrites ci-dessus, ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Article 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale :

« PARC EOLIEN DE LA COUTANCIERE »

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent notamment indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **10, rue Charles Brunellière, Immeuble « Le Sanitat », 44100 Nantes.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français métropolitain, y compris en Corse, par simple décision du Président, lequel est habilité à modifier corrélativement les statuts.

Le Président peut librement créer des établissements et succursales en France.

Article 5 - DUREE

1. La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
2. Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

TITRE II

CAPITAL - ACTIONS

Article 6 – APPORTS

La société **WKN AG**, associée unique a apporté la somme de CENT EUROS (100 EUR) euros en numéraire, lors de la constitution de la Société.

Ladite somme a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de la banque BNP PARIBAS, Agence Centre d'Affaires Pays de la Loire Entreprises, 2 impasse des Tourmalines, BP 93812, 44338 Nantes Cedex 3, et le versement du souscripteur a été constaté par un certificat du dépositaire émis par la banque susmentionnée auprès de laquelle les fonds ont été déposés.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT EUROS (100 EUR). Il est divisé en CENT (100) actions de UN EURO (1 EUR) de valeur nominale chacune, intégralement libérées et entièrement attribuées à l'associée unique.

Article 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital ne pourra être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 18.2 des présents statuts ou par décision unilatérale de l'associé unique statuant sur le rapport du Président.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées dans les conditions prévues par la loi.

Article 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente, du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

Article 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1 Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit de vote et à la représentation dans les décisions collectives des associés dans les conditions légales et statutaires.

10.2. Le ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou aux décisions collectives des associés.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions de la Société est libre. La cession s'opère vis-à-vis de la Société et des tiers par une notification effectuée à son Président. Le transfert des actions fait l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres tenu par la Société.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 12 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non associée de la Société.

Désignation

Le Président de la Société est désigné par l'associée unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts.

Le Président, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président peut démissionner, sous réserve d'en avertir la Société en respectant un préavis raisonnable.

La révocation du Président est décidée par décision collective des associés aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts ou par décision de l'associé unique. Le Président est révocable *ad nutum* et sans juste motif. Sa révocation ne peut pas donner lieu à l'octroi de dommages et intérêts.

Rémunération

L'éventuelle rémunération du Président est fixée, le cas échéant, par décision collective des associés aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts ou par décision de l'associé unique.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés ou aux décisions de l'associé unique.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Article 13 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

L'associée unique ou en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts, peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non de la Société.

Les Directeurs Généraux personnes physiques peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions des Directeurs Généraux est fixée dans la décision de nomination.

Les Directeurs Généraux peuvent démissionner et être révoqués par l'organe qui les a nommés.

Les Directeurs Généraux sont révocables ad nutum et sans juste motif. Leur révocation ne peut pas donner lieu à des dommages et intérêts.

Rémunération

L'éventuelle rémunération des Directeurs Généraux est fixée, le cas échéant, par l'organe qui les a nommés.

Pouvoirs

Les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président sauf décision contraire de l'associée unique ou de la collectivité des associés statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts.

La Société est engagée même par les actes des Directeurs Généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Les Directeurs Généraux peuvent, sous leur responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

- a) Le Président, et, le cas échéant, les Directeurs Généraux doit/doivent aviser par lettre recommandée avec accusé de réception la collectivité des associés ou l'associé unique, selon le cas, ainsi que le commissaire aux comptes de la Société, de toutes conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre eux-mêmes et la Société dans un délai d'un mois à compter de la conclusion de ces conventions.

Si la société est pluripersonnelle, la collectivité des associés statue sur lesdites conventions lors de la première décision collective suivant la notification prévue à l'alinéa précédent.

Si la société est unipersonnelle, il est seulement fait mention dans le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son Président et/ou les Directeurs généraux, conformément aux dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

- b) La procédure prévue au a) est également applicable en cas de convention conclue entre la Société et :
- l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ;
 - la société contrôlant une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, le terme de "contrôle" devant s'entendre dans le sens défini par l'article L 233-3 du Code de commerce.

Dans cette seconde hypothèse, la notification prévue ci-dessus sera faite, selon le cas, par le représentant légal de la société associée ou de la société contrôlant cette société.

Article 15 – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

L'associé unique ou les associés, peut(vent) consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre l'intéressé et le Président en conformité avec les dispositions des présents statuts.

Article 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires nommés dans les conditions prévues à l'article 18.1 des présents statuts, et exerçant leur mission conformément à la loi.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiée qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, les seuils fixés par décret en Conseil d'Etat pour deux des trois critères suivants : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe, ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiée qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L 233-16 du Code de Commerce, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des II et III de l'article L 233-16 du Code de commerce, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux paragraphes précédents ne sont pas remplies, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, sont nommés par l'associé unique ou par décision collective des associés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Toute mesure sera prise pour que le commissaire aux comptes puisse être informé à l'avance et recevoir communication des documents dans un délai suffisant pour lui permettre de rédiger les rapports ou faire les observations prévues par la Loi.

TITRE V

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

Article 17 - DECISIONS DEVANT ETRE PRISES PAR L'ASSOCIE UNIQUE OU PAR LES ASSOCIES

Une décision de l'associé unique ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- augmentation, réduction ou amortissement de capital social ;
- transformation, fusion, scission, liquidation ou dissolution ;
- modification des présents statuts à l'exception de la faculté offerte au Président de modifier les statuts en cas de transfert du siège social décidé par le Président, tel que prévu à l'article 4 (Siège social) ci-dessus ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- toute distribution faite à l'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et l'un de ses dirigeants ou associés ;
- nomination, révocation, rémunération et fixation des pouvoirs du président, du ou des Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués ;
- nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants,

- dissolution de la société, nomination du liquidateur, changement de liquidateur, fixation, le cas échéant, de la rémunération du liquidateur.

Toute autre décision peut être prise par le Président.

17.1. Associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un associé, l'associé unique détient tous les pouvoirs accordés aux associés par la loi et les présents statuts. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Sa volonté s'exprime par des décisions enregistrées par ordre chronologique dans un registre coté et paraphé de la même façon que les procès-verbaux d'assemblées et sont signés par ce dernier.

17.2. Pluralité d'associés

En cas de pluralité d'associés, les décisions de quelque nature qu'elles soient, sont prises soit en assemblée générale (cf. 17.2.1 ci-après), soit par consultation écrite (cf. 17.2.2 ci-après), soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle (cf. 17.2.3 ci-après). Elles peuvent également résulter d'un acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés (cf. 17.2.4 ci-après).

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

Les décisions collectives d'associés sont prises à l'initiative du Président ou à la demande d'un associé détenant au moins 75 % du capital social (ci-après le "**Demandeur**"). Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, en est avisé par tout moyen.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives d'associés est arrêté par le Demandeur.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

17.2.1 Décisions prises en assemblée générale

L'assemblée générale est convoquée par un Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable.

L'assemblée générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé (i) par le Président de séance et (ii) par au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté.

17.2.2 Décisions prises par consultation écrite

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le Demandeur à chaque associé et au Président, si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le Demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées ci-après.

17.2.3 Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le demandeur, sont convoqués par le Demandeur, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, deux (2) jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit, dans un délai de huit (8) jours à compter de la téléconférence, un projet du procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet ; dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque délibération.

Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au Président, dans les huit (8) jours après l'avoir signée, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

17.2.4 Décisions résultant d'un acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés

Les décisions collectives peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

Article 18 - REGLES DE MAJORITE DES DECISIONS COLLECTIVES

- 18.1 Les décisions collectives des associés autres que celles visées ci-après et qui n'entraînent pas de modification des statuts sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.
- 18.2 Les décisions collectives des associés autres que celles visées ci-après et qui entraînent la modification des statuts sont adoptées à la majorité de 2/3 des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.
- 18.3 Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.
- 18.4 Les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :
 - la modification, la suppression ou l'adoption de clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de commerce, relatives notamment à l'inaliénabilité des actions, l'agrément préalable de la société pour toute cession d'action, la suspension des droits de vote, l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions,
 - les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Article 19 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale a une durée de douze mois. Elle commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice débutera à la date de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et sera clos le 31 décembre 2016.

Article 20 - PROCES-VERBAUX

Les décisions des associés ou de l'associé unique doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le l'associée unique et en cas de pluralité d'associés par le Président et au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, le nom, prénom et qualité du Président de l'assemblée, les documents et informations mis à disposition préalablement aux associés, un résumé éventuel des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Article 21 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

L'associé unique ou les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision de l'associé unique ou des associés statuant sur les comptes annuels, l'associé unique ou les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 22 - ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés ou de l'associé unique peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés, de l'associé unique ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

Article 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés statuant aux conditions de majorités prévues à l'article 18.2 des présents statuts ou par l'associé unique.

La décision collective des associés ou la décision de l'associé unique qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII
CONTESTATIONS – NOMINATION DU PRESIDENT – NOMINATION DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES – IMMATRICULATION DE LA SOCIETE –
PUBLICITE - POUVOIRS

Article 25 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.